



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT PÉRIODIQUE COUVRANT LA PERIODE DU 01 JANVIER AU 30 JUIN 2019

Titre du Programme : Consortium pour l'Intégration, la Stabilisation et la Paix dans l'Est de la RDC – Beni - « Ensemble pour Beni »	Numéro du Programme Numéro de référence du projet au MPTF : N/A
Entités participantes de l'ONU : Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme : N/A	Partenaires d'exécution : 1. International Organization for Migration (Lead) 2. World Vision 3. Search for Common Ground 4. Université Chrétienne Bilingue du Congo 5. Interpeace
Budget total du Programme (en USD): USD 7.000.000 (Fonds de Cohérence pour la Stabilisation)	Durée du Programme : Durée totale : 24 mois Date de démarrage : 1 Juillet 2018 Date de fin prévue à l'origine : 30 Juin 2020 Date de fin actuelle : 30 Juin 2020
Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours Évaluation du rapport à mi-parcours - <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date : x Évaluation finale – <i>veuillez joindre le document le cas échéant</i> <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Date :	Rapport soumis par : Nom : Fabien SAMBUSSY Titre : Chef de Mission Organisation participante (principale) : IOM E-mail : fsambussy@iom.int

TABLE DE MATIERES

ACRONYMES

INTRODUCTION

RESULTATS PHASE DE DEMARRAGE

.....

PARTIE 1 – LES PROGRES..... 9

a. Objectif Spécifique 1 - OS1 : Les populations dans l'est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation9

b. Objectif Spécifique 2 - OS 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale 16

c. Objectif Spécifique 3 - OS 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés 29

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT..... 36

**PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION
..... 37**

ANNEXES – CADRE LOGIQUE 42

ACRONYMES

ADD - Actions pour le Développement Durable
ADF – Allied Democratic Forces
ADELU - Association de Développement et de l'Éducation de Lume
ADEPE - Actions pour Développement et Protection de l'Environnement
AF – Administration Foncière
AFMED - Association des Filles-Mères pour le Développement
AGR – Activité Génératrice de Revenu
AHADI – Action Humanitaire et d'Aide au Développement Intégré
AJDRR - Association des Jeunes pour le Développement Rural de Rwenzori
AJENAC - Association pour le Jardinage et Elevage dans la Nutrition Assise Communautaire
APADER - Association des Paysans Agriculteurs pour le Développement Rural
APETAMACO - Association des Producteurs et Eleveurs pour la Tannerie et Maroquinerie au Congo
AVOPE/DEV - Action des Volontaires pour la protection de l'Environnement et le Développement
CAFP - Collectif des Associations Féminines Paysannes
CCDI - Centre Communautaire pour le Développement Intégral
CCRC – Comité Consultatif de Règlement de Conflit
CDB – Comités de Base
CEPADHO – Centre d'études pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'Homme
CJDR - Collectif des Jeunes pour le Développement Rural
CLPD – Comité Local de Paix et Développement
CLSP – Conseil local pour la sécurité de proximité
CODAP - Coopérative pour le Développement Agro- Pastorale
COFAKA - Comité des Femmes Agricultrices de Kambatule
COFAMU - Comité des Femmes Agricultrices de Mutwanga
COWAMA - Coopérative Wakulima de Maleki
CPAP – Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification
CPDG – Comité de Paix et Développement au niveau de Groupement
CCRCC – Comité Consultatif de Règlement de Conflits Coutumiers
DIVAS – Division des Affaires sociales
DTM – Displacement Tracking Matrix
DPS – Division Provinciale de la santé
ETD – Entités Territoriales Décentralisées
FARDC – Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FOPRADI - Foyer pour Promotion Paysanne et Redynamisation des Actions de Développement Intégral
GAP – Groupe d'Appui au Projet
GDP – Groupes de Dialogues Permanents
GIS – Geographic Information System
Gr - Gramme
Ha – Hectares
Kg - Kilogramme
IAS – International Security and Stabilization Support Strategy
M&E – Monitoring and Evaluation
MARC – Méthodes alternatives de résolution des conflits
MONUSCO – Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MORSS – Minimum Operating Residential Security Standards
NPD – Noyaux de Paix et Développement
NRC – Norwegian Refugee Council
OIM – Organisation Internationale pour les Migrations
OS – Objectif Spécifique
PLPD – Plan Local de Paix et Développement

PLS – Plan local de sécurité
PM – Project Manager
PMO – Partenaire de Mise en Œuvre
PNC – Police Nationale Congolaise
PNVi - Parc National des Virunga
RAP – Recherche Action Participative
RDC – République Démocratique du Congo
SECAS – Service d’Education Civique et d’Action Sociale
SFCG – Search For Common Ground
SOFEPADI – Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
STAREC – Stabilization and Reconstruction Program
STDM – Modèle du Domaine Social de la Tenure
SYDIP – Syndicat de Défense des Intérêts Paysans
SSU – Stabilization Support Unit
TEP – Tribune d’expression populaire
UAPECO - Union des Agriculteurs Eleveurs et Pêcheurs au Congo
UCBC – Université Chrétienne Bilingue du Congo

INTRODUCTION

À travers des interventions dans trois piliers de Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS) de la MONUSCO-SSU, le Projet « **Ensemble pour Beni** » contribuera à la stabilisation de l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) et plus particulièrement à l'instauration d'un environnement favorable à une stabilité et à une paix durable qui sera essentiel pour le développement socio-économique de la région.

Les interventions du Projet seront mises en œuvre dans le cadre des piliers cités ci-dessous :

1. **Dialogue Démocratique**, où un cadre stratégique basé sur une compréhension commune des facteurs immédiats et des causes structurelles des conflits sera mis en place pour contribuer à la réduction de l'insécurité dans la zone prioritaire ;
2. **Retour, réinsertion et Relance Socio-Economique**, dans lequel le projet mettra en œuvre des différents types d'activités de relance socio-économique qui bénéficieront aux différents groupes communautaires et socio-économiques, y compris les plus vulnérables, les femmes et les jeunes, de manière équitable. En plus, des activités liées aux conflits fonciers et l'exploitation des ressources naturelles (l'or) seront, elles aussi, développées dans le cadre de ce pilier ;
3. **Restauration de l'autorité de l'Etat**, au travers lequel le Projet cherchera l'amélioration de la confiance et de la collaboration entre les autorités administratives, les prestataires de services publics, les forces de sécurité et la population civile, contribuant, ainsi, de manière significative à la stabilisation de la zone.

Le Projet a une durée de 24 mois (Juillet 2018 – Juin 2020), et est mis en œuvre à l'Est de la RDC, précisément dans trois collectivités du territoire de Beni : Beni-Mbau, Rwenzori et Watalinga (voir tableau ci-bas).

Cinq partenaires de mise en œuvre exécuteront le Projet en consortium. Il s'agit de :

1. IOM, Lead du Projet, interviendra dans les piliers de Dialogue Démocratique et de relance socio-économique.
2. Interpeace, interviendra dans le pilier de Dialogue Démocratique.
3. World Vision, interviendra dans le pilier de relance socio-économique.
4. UCBC, interviendra dans le pilier de relance socio-économique.
5. SFCG, interviendra dans le pilier de restauration de l'autorité de l'État.

Avant d'initier les programmatiques sur terrain, le projet a compté sur une phase de démarrage de quatre mois initié en Aout 2018. Durant cette phase, le Consortium a mis en place la structure nécessaire pour initier les activités prévues dans le Projet : mise en place d'un bureau conjoint, révision des stratégies, du cadre logique et indicateurs, recrutement des staffs de chaque membre du Consortium, et sélection des partenaires locaux de mise en œuvre.

Cependant, durant la phase de démarrage, le consortium a connu deux facteurs exogènes qui ont fortement influencé de manière négative la planification du Projet. Il s'agit de :

- 1) L'intensification des cas d'insécurité dans le territoire de Beni avec des attaques régulières des ADF dans tout le territoire, et ;
- 2) La crise humanitaire créée par l'épidémie Ebola.

Ce rapport couvre la période de Janvier à Juin 2019.

VILLAGES D'INTERVENTION - ENSEMBLE POUR BENI								
SECTEUR /CHEFFERIE	GROUPEMENT	#	VILLAGES D'INTERVENTION					
			World Vision	UCBC	Interpeace	OIM	SFCG	
BENI MBAU	BATANGI MBAU	1	Matembo					
		2		Oicha				
		3			Bingo			
		4	Sikwahila					
		5	Upende					
		6	Musuku					
		7	Mantumbi					
		8	Mbau	Mbau				
		9	Maleki					
		10	Mavivi		Mavivi		Mavivi	
		11	Tenambo					
		12	Upende					
		13	Kalibo					
		14	Somicare					
		15	Kalemi/Kyatsaba					
		16	Noguera					
		17	Mangango					
		18					Mbimbi	
		19					Oicha	
	20	BASWAGHA MADIWE	20	Irango				
	21		21	Beka				
	22		22	Mangina	Mangina			Mangina
	23		23				Mabalako 2	
	24		24					Mbingo
RUWENZORI	BASONGORA	25	Lubiriha					
		26		Kasindi			Kasindi	
		27				Kongo Ya Sika		
	BOLEMA	28	28	Bulongo		Bulongo		Bulongo
		29	29	Lume				Lume
		30	30	Rugetsi				
		31	31	Mutwanga	Mutwanga			Mutwanga
		32	32	Mwenda				Mwenda
		34	34					
	MALAMBO	35	35	Kisima				
		36	36	Kalembo				
		37	37	Bwerere				
		38	38	Halungupa				
		39	39				Kilya	
	BULIKI	40			Kabasha	Kabasha	Kabasha	
WATALINGA	BATALINGA	41	41	Kamango	Kamango		Kamango	
		42	42				Kilambi 2	
Total par Membre			29	6	5	6	11	

ACTUALISATION DE PROGRES POUR LES SIX PREMIERS MOIS D'EXECUTION

a. Progrès réalisé

Suite au contexte sécuritaire ainsi que la crise humanitaire causée par l'épidémie Ebola à Beni, durant les six premiers mois d'exécution du projet, certaines activités n'avaient pas pu être conclues. La section suivante portera sur le progrès de ces activités.

1. Elaborer une stratégie de M&E

Progrès à Décembre 2018 : 80% réalisée

Progrès actuel : 100%

La stratégie M&E du projet est 100% conclue. Cette stratégie a été mise en place conjointement avec tous les Membres du Consortium.

2. Elaborer une stratégie genre

Progrès à Décembre 2018 : 0% réalisée

Progrès actuel : 100%

La stratégie Genre a été conçue à 100% avec l'appui d'une experte internationale et la participation de chaque Membre du Consortium, durant un atelier à Gisenyi (Rwanda) les 3-5 avril 2019.

3. Recrutement des staffs du Projet

Progrès à Décembre 2018 : 86% réalisée

Progrès actuel : 96%

Le recrutement de trente (30) staff du Consortium était prévu pour la phase de démarrage. Au mois de Juin 2019, 96% (29) des staffs ont été recrutés.

L'assistant M&E d'Interpeace sera recruté en aout 2019.

4. Atelier interne de démarrage du Projet

Progrès à Décembre 2018 : 0% réalisée

Progrès actuel : 100%

Un atelier interne, le 11/4/19 de démarrage du Consortium a été réalisé à Beni avec la participation de tous les Membres du Consortium, les représentants de SSU et Civil Affaires – Monusco/Beni et STAREC.

5. Réalisation d'un comité de pilotage

Progrès à Décembre 2018 : 0% réalisée

Progrès actuel : 0%

En coordination avec SSU-Monusco et STAREC Provincial, il a été décidé que ce comité aura lieu après la mise en place du nouveau gouvernement provincial en 2019 afin d'y compter avec la participation des nouvelles autorités.

6. Cérémonie de lancement officiel du Projet

Progrès à Décembre 2018 : 0% réalisée

Progrès actuel : 100%

Une cérémonie de lancement officiel du projet a été réalisée le **27 février 2019** dans la ville de Beni. Parmi les participants à cette cérémonie: le vice-gouverneur de la province du Nord-Kivu, les ministres provinciaux des secteurs concernés par le projet, les autorités politico-administratives de la ville et territoire de Beni, les autorités locales des zones d'intervention, les représentants des membres du consortium, le représentant du bailleur de fonds et la Monusco Beni et Goma.

7. Réalisation des enquêtes Baseline

Progrès à Décembre 2018 : 60% réalisée

Progrès actuel : 100%

La Baseline du projet a été conçue à 100%.


PARTIE 1 – LES PROGRES

a. Objectif Spécifique 1 - OS1 : Les populations dans l'est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transforment les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation

L'objectif Spécifique 1 est mis en œuvre par deux organisations : Interpeace et OIM. Pour cette période de rapportage ces organisations se sont concentrées sur :

Interpeace : La sélection des villages d'intervention, la mise en place des GDP, la finalisation de la RAP et la réalisation des missions de plaidoyer auprès des décideurs et des acteurs influent.

OIM : Le recrutement du partenaire local de mise en œuvre ainsi que la réalisation de l'étude de base pour le consortium.

Résultat 1.1 – Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place	Etat
	x 

Afin d'opérationnaliser les cadres inclusifs des dialogues, le Consortium a réalisé une recherche participative dans les trois zones d'intervention du projet. Cette recherche a permis au projet d'identifier les principaux conflits dans les zones d'interventions ainsi comme de donner les bases pour la réalisation des séances de dialogues démocratiques.

Des séances de restitution des résultats de la recherche auprès des communautés des ont initié. Ce processus permet au projet de valider les résultats trouvés. Après validation, les résultats seront restitués au niveau territorial, provinciale et national.

A part la recherche participative, cinq groupes de dialogues ont été mis en place. Chaque groupe est composé de 30 personnes représentant les différentes couches de la société. Au moins 50% de ces participants sont des femmes locales. Une formation des facilitateurs des séances de dialogues a été réalisée. Chaque cadre de dialogue aura deux facilitateurs dont l'un est obligatoirement une femme.

Produit 1.1.1 – La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes

La RAP (Recherche Action Participative) a été réalisée dans les trois zones prioritaires du Projet (Beni-Mbau, Rwenzori et Watalinga) de janvier à mai 2019. Cette recherche vise à connaître les facteurs de division et de cohésion sociale dans le territoire de Beni et est le document principal de référence pour la réalisation des séances de dialogues. Au total, 681 personnes ont participé à la recherche dont 282 hommes, 122 femmes, 120 jeunes filles et 157 jeunes garçons. Ces participants ont été identifiés parmi les habitants des zones prioritaires du projet. Il s'agissait spécifiquement des autorités traditionnelles, des responsables des associations féminines, les grands concessionnaires, les exploitants de ressources naturelles y compris des mines, les membres leaders de la société civile et les jeunes leaders.

Le résultat de la recherche a démontré que l'accès à la terre est le principal moteur de conflit dans la zone (*ce résultat est confirmé par l'étude de base réalisée par le projet au mois de février 2019*) : dans la chefferie de Watalinga, les conflits fonciers opposent les chefs coutumiers congolais et la population

Ougandaise productrice de Cacao présente en RDC ; dans le secteur de Beni-Mbau, les conflits fonciers sont motivés par le système de collecte de redevances mis en place par les chefs coutumiers ; dans le secteur de Rwenzori, ces conflits opposent principalement la population locale, le PNVi (Parc National des Virunga) et la dynamique des groupes armés.

A l'issue de cette recherche, un film documentaire de 30 minutes a été produit avec les informations collectées lors sa réalisation. Dans ce film, les participants s'expriment sur les différents conflits existants dans leur zone.

Produit 1.1.2 Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connues par les parties prenantes

Trois séances de restitution des résultats partiels de la RAP ont été réalisées et dans lesquelles ont participé les Membres du Consortium, l'Unité d'Appui à la Stabilisation (SSU) -Beni, STAREC-Beni et la société civile. Ces séances ont permis aux Membres du Consortium de planifier de façon plus stratégique leurs actions sur terrain.

Les résultats de la recherche seront maintenant restitués aux autorités locales et les communautés dans chaque zone d'intervention afin qu'ils soient validés. Ces séances de validations sont prévues en juillet 2019.

Produit 1.1.3 Le dialogue est amorcé

La RAP a permis au Consortium d'identifier les villages de mise en place des cinq GDPs (Groupes de Dialogues Permanents) ainsi que les acteurs membres de ces groupes. Le rôle des GDPs est de réfléchir sur les défis majeurs que font face la communauté et proposer des solutions adéquates. Les membres des GDPs ont été sélectionnés sur base des consultations faites dans chaque zone d'intervention. Chaque GDP contient 30 membres (15 hommes et 15 femmes chacun) reconnus pour sa capacité de plaider en faveur de la population et qui représentent les différentes couches de la société.

Tableau 1 : Localisation des Groupes de dialogues permanents :

Localisation des GDPs		
Secteur/Chefferie	Groupement	Village
Beni-Mbau	Batangi-Mbau	Bingo
		Mavivi
Rwenzori	Bolema	Bulongo
	Buliki	Kabasha
Watalinga	Batalinga	Kamango

Les séances de dialogues débiteront mi-juillet après la validation de la RAP par les acteurs locaux.

Produit 1.1.4 La capacité à mener un dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes


Dix (10) représentants des GDP (5 femmes et 5 hommes) ont participé dans une formation à Beni ville e Nobili (Watalinga) qui a porté sur les techniques de facilitation inclusive et participative des séances de dialogues, la gestion de groupes variés, les qualités d'un bon facilitateur, la mise en place d'un plan d'action des GDPs et le suivi. Les participants ont été sélectionnés, de manière consensuelle, par les membres de chaque GDP au cours d'une assemblée générale.

Ces formations (à Beni les 10-12 juin et à Nobili les 18-20 juin 2019) a démarré avec un pré-test et a été clôturée par un post-test afin de mesurer l'amélioration de la connaissance des participants sur les

thématiques développées. Après évaluation à la fin de la formation, le niveau de connaissance des participants est passé de 40% à 80%.

Après cette formation, une séance d'animation du GDP a été organisée à Mavivi le 15 juin où tous les facilitateurs de Beni-Mbau et Rwenzori ont été invités. Cette séance avait comme objectif de comprendre le déroulement des séances des GDPs et les défis y relatifs. La même séance a été organisée à Nobili le 10 juin 2019 dans la chefferie de Watalinga.

Lors de la formation, les membres des GDPs ont exprimé l'inquiétude par rapport à la lourdeur du travail qui demandera la réalisation des séances de dialogues et le fait que sa participation sera bénévole. Le Consortium les a sensibilisés sur l'importance de la communauté de construire et d'accompagner elle-même le processus de la paix.

Résultat 1.2 – Résultat 1.2 Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes.	Etat
	

Dans l'objet de faciliter le plaidoyer des actions du projet et renforcer la confiance et collaboration entre les différents acteurs tant à niveau local comme provincial et national, un groupe d'appui au projet (GAP) a été mis en place. Ce groupe a initié ses activités de plaidoyer en s'appuyant sur les résultats de la recherche participative et les résultats du Baseline du projet.

Le Baseline du projet a été réalisé dans les trois zones d'intervention du projet. C'est une étude de base statistiquement robuste capable de montrer la perception de la population des trois zones d'intervention sur des différents aspects de la stabilisation. Cette étude a permis au GAP et les Membres du Consortium d'encadrer ses actions et d'établir les *targets* du projet.

Produit 1.2.1 –La sensibilité au conflit et à la prise des décisions informé par les priorités de la population est accrue parmi les autorités

Un groupe d'appui au projet (GAP) a été mis en place. Le GAP est constitué des acteurs de la société civile, les leaders élus comme les représentants du peuple au niveau provincial et national, les personnes influentes et décideurs. Le choix de ces personnes a été guidé par leurs capacités à mener des actions de plaidoyer en faveur de la communauté et leurs capacités à mobiliser les décideurs en faveur de la paix. Les membres du GAP ont été choisis au sein de la communauté et par la communauté.

Au total, 10 personnes ont été choisies pour faire partie du GAP : 5 membres, dont 1 femme, vont travailler au niveau local ; 3 membres, dont 1 femme vont travailler au niveau provincial à Goma, et 2 membres vont travailler à Kinshasa au niveau national.

Lors des six derniers mois, différents espaces de discussion et plaidoyer ont été réalisés par ce groupe. Il s'agit de :

- Rencontre avec les autorités provinciales et députés provinciaux (14-19 mai 2019) : parmi les autorités rencontrées à Goma, il y a la ministre provinciale du plan, le vice-gouverneur de la province, le chef de mission du STAREC, les députés provinciaux élus de Beni et Butembo et les leaders communautaires originaires de Beni vivant à Goma.
- Rencontre de plaidoyer à Kinshasa (25 mai au 2 juillet 2019) : parmi les autorités rencontrées se trouvent le coordinateur national du STAREC, les leaders des mutualités du Nord et du Sud Kivu ainsi que les députés nationaux originaires de Beni. Cette rencontre visait la mobilisation des décideurs nationaux sur le conflit à Beni. Le coordinateur du STAREC ainsi que les autorités ont encouragé le Consortium à continuer avec les actions de stabilisation dans le territoire de Beni et ont garanti leur soutien.

- Trois séances de partage des résultats de la RAP ont été réalisées avec les membres du consortium :
 - ✓ Pour la zone prioritaire de Beni-Mbau (8 mars 2019) : 32 personnes ont participé à cette séance, dont 8 femmes (25%). Cette séance a impliqué tous les membres du consortium, les acteurs de la société civile, les membres du GAP Beni et quelques membres de la communauté ;
 - ✓ Pour la zone prioritaire de Watalinga (25 avril 2019) : 29 personnes ont participé à cette séance, dont 9 femmes (31%). Cette séance a impliqué les décideurs politiques (autorités au niveau des ETD : chef de chefferie, secrétaire administratif et chef du service foncier), les membres de la société civile, les membres de la communauté et les membres des ONG Internationales œuvrant dans la zone.
 - ✓ Pour la zone prioritaire de Rwenzori (24 mai 2019) : 29 membres, dont 9 femmes (31%), avec la participation de la société civile, les acteurs des ONG Internationales, les membres de la communauté et des décideurs politiques (autorités au niveau des ETD : chef de chefferie, secrétaire administratif et chef du service foncier et bourgmestre de Bulongo)

Ces séances ont permis aux membres du Consortium, les acteurs de la société civile et les décideurs de discuter et de formuler des recommandations au Consortium pour la mise en œuvre des activités prévues dans le projet.

Produit 1.2.2 – La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuelles est renforcée

Ce produit a comme activité unique la réalisation du Baseline et du Endline du Projet.

La Baseline a été réalisée en février 2019 et visait principalement à connaître la perception de la population de Beni sur les différents aspects liés à la Stabilisation dans les zones d'interventions, ainsi comme servir de point référence pour mesurer les résultats du projet.

Au total, 1.080 personnes ont été interviewées dans les trois zones d'interventions du projet. Dans l'ensemble, les hommes interviewés ont représenté 49% contre 51% des femmes. Aussi, les jeunes ont représenté 48% contre 52 % des adultes.

Tableau 2 : Nombre des personnes interviewées répartis par sexe et âge

		Beni 1 (Beni Mbau)			Beni 2 (Watalinga et Rwenzori)			Résultat Global		
Sexe		H	F	TOTAL	H	F	TOTAL	H	F	TOTAL
Effectif		219	231	450	314	316	630	533	547	1080
%		49%	51%	100%	50%	50%	100%	49%	51%	100%
		Age			Age			Age		
		18ans à 35ans	36 et plus	TOTAL	18ans à 35ans	36 et plus	TOTAL	18ans à 35ans	36 et plus	TOTAL
Effectif		204	246	450	317	313	630	521	559	1080
%		45%	55%	100,00%	50%	50%	100%	48%	52%	100%

A l'issu de l'enquête, les résultats ont révélé que :

- ✓ Un peu plus de la moitié des répondants est âgée de plus de 35 ans, soit 52% ;
- ✓ La quasi-totalité (93%) des répondants sont de la religion chrétienne ;
- ✓ Les Nandes sont majoritaires parmi les habitants interrogés (77%) ;
- ✓ 29% des répondants n'ont pas été à l'école et 68% n'ont pas dépassé l'école primaire ;

- ✓ 21% des ménages sont dirigés par les femmes. La taille moyenne du ménage est de 7 personnes. Le taux de masculinité est de 51% ;
- ✓ 15% de ménages ont au moins une personne vivant avec handicap ;
- ✓ Les trois principales causes de conflit sont : l'accès à la terre, le chômage et l'insécurité ;
- ✓ L'acte de vente reste le premier document détenu par les ménages visités (63%). Seulement 5% de ménages possède le certificat d'enregistrement de leurs parcelles ;
- ✓ 80% de ménages ont comme principale activité économique, l'agriculture, l'élevage, pêche et chasse (activités traditionnelles);
- ✓ 35% de répondants déclarent avoir confiance au service foncier ;
- ✓ 84 % des répondants n'utilisent jamais les services fonciers ;
- ✓ 25% pensent que la façon d'accéder au service foncier est claire ; environ 45% pensent que ce n'est pas clair du tout, et les 30 % restants n'ont pas d'opinion claire ;
- ✓ 25% des personnes interrogées pensent que l'Etat fournit des services fonciers de manière juste et équitable ;
- ✓ 7% de personnes trouvent bon ou très bon l'accès à l'emploi ;
- ✓ 75% des habitants interrogés affirment que les agents de la PNC sont corrompus, et 72% sont d'accord ou totalement d'accord que les agents de la justice sont corrompus ;
- ✓ 20% de personnes affirment « *bon ou très bon* » leur niveau d'accès aux informations relatives au rôle de la PNC.

Résultat 1.3 – Résultat 1.3: Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue.	Etat
	x

Le contexte volatile du Territoire de Beni a influencé négativement le progrès de ce résultat en ce qui concerne les projets communautaires. Le lead du consortium a dû changer la stratégie de mise en œuvre des activités liées au projets communautaires afin de les réaliser dans le temps prévu. Actuellement une organisation locale est sur terrain en faisant les consultations avec les communautés sur leurs priorités en termes de projets communautaires.

En ce qui concerne la validation des plans locaux de paix, ces plans seront valides une fois révisés et/ou actualisés (voir produit 3.2.1).

Produit 1.3.1: Les plans locaux de paix et de développement sont validés et des projets communautaires sont identifiés

La validation des plans locaux de paix est prévue pour le deuxième semestre de 2019.

Cinq projets communautaires seront mis en place (deux à Beni Mbau, deux à Rwenzori, et un à Watalinga). Les consultations sur l'emplacement (villages) et le type de projet communautaire ont été initiés avec les GDPs de chaque zone d'intervention. La conclusion de ces identifications est prévue pour le mois d'août 2019.

Produit 1.3.2: Les projets à base communautaire sont mis en œuvre et suivis

Les activités de ce produit n'ont pas encore été initiées. La réalisation de ce produit dépend du produit 1.3.1.

Défis et mesures de mitigation

- **Le contexte sécuritaire de Beni :**

L'insécurité dans le territoire de Beni continue à être un des grands défis auquel le projet fait face lors de l'implémentation de ses activités. Les attaques des groupes armés dans les zones d'interventions du projet, ainsi que le kidnapping des membres de la communauté et des acteurs humanitaires génèrent des craintes considérables parmi les acteurs qui travaillent pour le projet. Il sied à signaler que la zone de Watalinga est toujours inaccessible par route compte tenu de la présence des ADF dans la zone.

Comme mesures de mitigation, les équipes du Projet et ses partenaires font continuellement des évaluations sécuritaires des zones d'interventions en s'appuyant sur le service de sécurité de la MONUSCO, les points focaux de sécurité de chaque Membre du Consortium, et les autorités locales. En plus, des plans de sécurité ont été mis en place entre INTERPEACE et son partenaire SOFEPADI, définissant les différents comportements à afficher en cas de danger ou d'évènement imprévu.

- **L'évolution de la maladie à virus Ebola :**

La crise humanitaire causée par la maladie à virus Ebola à Beni continue à être un défi pour l'implémentation du projet. Des nouveaux cas continuent à être enregistrés malgré le travail de fond qui a été mené par les équipes de la riposte. Les communautés sont méfiantes des actions de la riposte et c'est ce qui affecte directement l'accès et l'implémentation de nos activités sur terrain.

Comme mesures de mitigation, le Projet a renforcé la communication interne parmi les staffs du Projet et ses partenaires afin de contourner les risques de contamination. En plus, lors de la réalisation des activités du projet, des messages de sensibilisation sont envoyés aux communautés bénéficiaires.

Coordination

Points forts de coordination

Perception d'Interpeace :

- De réunions régulières de coordination sous le leadership de l'OIM : Ces réunions portent sur les informations contextuelles, l'avancement des activités et les besoins de coordination.
- Les réunions hebdomadaires de suivi et coordination avec le partenaire local de mise en œuvre.
- La conception conjoint d'un plan de travail : La mise en œuvre et le progrès de ce plan sont évalués par les Membres mensuellement afin de leur permettre de prendre des décisions stratégiques, d'identifier les défis, et les opportunités dans la mise en œuvre du Projet.

Les défis/faiblesses de coordination :

Perception d'Interpeace :

- Le retard sur la mise en place du comité de pilotage du projet ;
- Le retard dans la mise en place d'un groupe de travail de « stabilisation », réunissant les acteurs du consortium et d'autres acteurs, tant étatiques que de la société civile, intervenant dans le domaine de la stabilisation.

Ancrage institutionnel

- L'implication des acteurs étatiques (autorités provinciales, territoriales, locales, coutumières), de STAREC, de la société civile dans les différentes consultations ; les activités de renforcement des capacités, et des espaces de redevabilité constituent la stratégie principale pour assurer la pérennisation du projet à travers l'ancrage institutionnel. Ceci permet aux différents acteurs de s'appropriier le Projet tout en garantissant le soutien et l'implication des autorités.

Questions de genre

- Considération du genre dans la sélection du partenaire :

La sélection du partenaire SOFEPADI pour la mise en œuvre des activités dans le cadre de l'OS1 a

renforcé l'inclusion des femmes dans la mise en œuvre du Projet. SOFEPADI est une organisation féminine dirigée par des femmes engagées dans la promotion du rôle de la femme, dans la construction de la paix et la défense des Droits Humains à l'Est de la RDC (90% des staffs de SOFEPADI sont des femmes).

- **La considération du genre dans les activités menées sur terrain :**

Suivant les instructions reprises dans la stratégie Genre du projet et les politiques de SSU, au moins 30% des bénéficiaires du projet sont de femmes. Elles sont impliquées dans tous les mécanismes de décision et discussion prévu par le projet.

Afin d'encourager la participation des femmes dans la réalisation de la RAP, Interpeace a travaillé directement avec les membres des communautés ciblées. Les participantes des activités ont été choisies dans et par les membres de ces communautés après la conception et socialisation des critères de sélection (les critères principaux étaient la capacité d'avoir des idées claires sur comment appuyer la collecte d'information au niveau des communautés, et avoir un profil de peacebuilding). En général les femmes participantes étaient des leaders communautaires.

Il faut remarquer qu'Interpeace a travaillé aussi avec certaines entités de l'état, tels que les services de genre, famille et enfant, afin de promouvoir la participation des femmes dans les activités.

Dans le cadre des GDP, les membres des communautés ont choisies les femmes qui pourraient y participer en s'appuyant dans les critères de capacité de plaider et de représenter ces communautés dans les discussions à réaliser par les GDP.

Lors la réalisation de la RAP, Interpeace a utilisé la sensibilisation comme approche de mobilisation communautaire. A travers la sensibilisation, les femmes ont été encouragées à participer activement sans avoir peur d'exprimer leurs idées. Cette approche a créé un environnement de confiance parmi les participantes résultant dans une participation active des femmes. Néanmoins, dans certaines zones (principalement dans les zones reculées, il a été constaté que la culture locale est encore un fort facteur en ce qui concerne la participation de la femme, c'est-à-dire, dans ce type environnement les femmes ont plus de difficultés de s'exprimer dans des espaces hétérogènes. Des séances plus homogènes ont été réalisées afin de créer l'espace propice à la confiance des participantes.

Un autre défi identifié par l'équipe d'Interpeace était que plusieurs entités de l'état n'ont pas de femmes dans leurs organigrammes, néanmoins, certaines femmes font partie des entités comme la Division de Genre, Famille, Enfant et les services d'hygiène. Ces femmes ont été les premières à être sélectionnées pour participer dans les activités du projet.

En ce qui concerne les besoins spécifiques des femmes, lors la réalisation de la RAP les femmes ont exprimés le besoin d'avoir les limites du Park Virunga éliminés. Ceci les aiderait à organiser ses activités agricoles librement sans peur d'être harcelées. Apart ça, les femmes de Beni-Mbau et Watalinga ont exprimé le besoin de la restauration de la sécurité dans leur zones en leur permettant de retourner chez elles et de récupérer leur dignité.

Leçons apprises

RAS.

Histoires de succès

- Pendant les sensibilisations et consultations menées par Interpeace et son partenaire dans la collectivité de Beni Mbau, les membres de la communauté, avides de contribuer à la consolidation de la paix, ont sensibilisé les membres de leurs familles qui font partie des groupes armés locaux (Mai Mai), pour les inciter à abandonner ces groupes et à rejoindre la vie civile.

Cette information a été communiqué à la Monusco pour suivi et possible action.

b. Objectif Spécifique 2 - OS 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale

L'objectif Spécifique 2 est mis en œuvre par trois organisations : UCBC, World Vision et OIM. Pour cette période de rapportage, ces organisations se sont concentrées sur :

UCBC : la réalisation des études sur l'administration foncière dans le territoire de Beni, la cartographie des acteurs intervenants dans la résolution des conflits, la dotation et renforcement de capacité de l'administration foncière. Au total, six villages vont bénéficier directement des activités du volet foncier du projet Ensemble pour Beni : Oïcha, Mbau, Mangina, Kasindi, Mutwanga, Kamango.

World Vision : la sélection de 2.274 bénéficiaires dans 29 villages, une étude de marché et d'opportunités en faveur des jeunes, et la distribution des semences aux bénéficiaires des activités agricoles.

OIM : le recrutement des partenaires locaux de mise en œuvre, la réalisation d'une étude sur le mouvement de population dans le territoire de Beni permettant de cibler six villages d'intervention et bénéficiaires du projet.

Résultat 2.1 – La performance des fournisseurs de services fonciers est améliorée dans la Zone Prioritaire	Etat
	

Afin de contribuer à une meilleure performance des services fonciers dans le territoire de Beni, le projet a réalisé différentes évaluations sur plusieurs aspects de l'administration foncière dans le but d'identifier les faiblesses de cette administration dans le territoire de Beni et conséquemment mieux adapter les actions du projet.

Un aspect clés retenu de ces évaluations était la faible capacité en termes de dotation physique (équipement) et de connaissance des agents de cette administration. Pour améliorer la capacité physique de l'administration foncière dans le territoire de Beni, cette administration a été dotée des équipements spécialisés et des mobiliers leur permettant prêter de mieux un service aux communautés.

Produit 2.1.1 Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées

Deux formations des formateurs sur trois prévues ont été organisées sur la médiation foncière, la planification foncière et le système d'information Foncier. 15 personnes ont participé à cette formation (11 hommes et 4 femmes). Ces formations ont été organisées entre Septembre et Décembre 2018 à l'intention des staffs de l'UCBC, le STAREC et des autres partenaires de mise en œuvre du projet Ensemble pour Beni. Une dernière formation est prévue pour Aout 2019.

Produit 2.1.2 Un système de gestion d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la Zone Prioritaire

Dans le cadre de la mise en place d'un système d'information foncière (SIF) et coutumière moderne/avancé, une évaluation du Système d'Information Foncière (SIF) actuelle avait été mené entre février et mars 2019 pour comprendre le fonctionnement, les capacités humaines, matérielles intellectuelles ainsi que le flux d'information au sein de l'administration foncière. Cette évaluation a démontré que le système existant dans le territoire de Beni ne répond pas aux besoins de l'administration foncière. Parmi les raisons nous trouvons : 1) les documents parcellaires des populations ne sont pas gérés ni archivés correctement résultant en plusieurs cas de pertes de document. Ce manque de garantie de sécurité pour les informations parcellaires conservées au bureau de l'Administration Foncière est l'une des raisons pour lesquelles l'administration foncière devient auteur d'une bonne partie conflits fonciers dans le

territoire de Beni, et 2) plusieurs géomètres ont des lacunes sur la connaissance de la loi foncière. La divulgation de la loi foncière est une activité continue dans le cadre du projet.

Afin de renforcer le SIF existant dans le territoire, un logiciel nommé « *le Modèle du Domaine de la Tenure Foncière (STDM)* » a été conçu et une dotation en équipement spécialisé a été remise à l'administration foncière de Beni. Il est prévu que les agents soient formés entre juillet et décembre 2019.

Le STDM permet à l'administration foncière de stocker les données avec toute sécurité permettant la sécurisation des droits fonciers des populations, prévenir des conflits fonciers liés aux pertes de documents, produire des cartes dynamiques des entités administratives, servir de base pour une planification d'usage du sol, réduire la corruption dans la gestion des terres grâce à ses fonctionnalités de protection.

En plus, un accord entre UCBC et le Ministère Provincial des Affaires Foncières a été signé le 7 janvier 2019 pour que le backup du STDM du territoire de Beni soit mis au niveau provincial afin de garantir une protection des données même en cas de perte ou autre catastrophe naturelle au niveau du territoire. La prochaine étape consistera à l'installation du STDM dans les ordinateurs du bureau de l'Administration Foncière du Territoire de Beni.

Le kit mis à la disposition de l'administration foncière du territoire comprend 47 équipements dont les matériels de collecte de données, les matériels informatiques, les mobiliers du bureau et les matériels d'énergie solaire. Le bureau a aussi été réhabilité de manière à remplir les standards d'un bureau de circonscription foncière. Cette dotation permettra à l'Administration Foncière d'atteindre les objectifs de numérisation du cadastre dans le territoire.

La livraison des matériels et équipements a été sanctionnée par une « Attestation de Don en nature » concomitamment signée par le Donateur et le Bénéficiaire. Une pancarte décrivant une synthèse de l'activité de dotation y a été placée pour informer la population du Projet en exécution.

Tableau 3 - Equipements dotés à l'Administration Foncière du Territoire de Beni

N°	Désignation	Caractéristiques	Qté
I. Matériels Informatique			
1	Lenovo PC All-in-One Computer	(minimum : i3, 4 GB RAM, 500 GB HDD)	12
2	Serveur HP Mid-Level Enterprise	HP DL380 G7, 16GB RAM, 300GB	1
3	Ordinateur Lenovo Laptop	(minimum : i5, 8 GB RAM, 500 GB HDD)	2
4	HDD Externe	1 Terra, marque Seagate	2
5	Imprimante à boîte d'encre	Marque EPSON	2
6	Scanner Professionnel	A proposer	3
7	Rallonges	A proposer	5
II. Outil de collecte électrique des données			
8	Garmin GPSMAP	64 st	15
9	Câble réseau	Rouleau blindé de 200 m	2
10	Châssis rack		1
11	Switch	8 port	3
III. Energie			
12	Système solaire d'une capacité à prendre en charge	A établir	1

	tous ces équipements cités ci-haut + Installation.		
13	UPS adapté aux caractéristiques du serveur ci-haut		1
IV. Mobiliers de Bureau			
14	Armoire à rangement à 3 étagères et double caisson	en bois 1m x 2m	2
15	Étagère personnalisée	(en bois) 2m x 1m	2
16	Armoire à rangement à 3 étagères et 1 caisson	en bois avec porte 1m x 2m	6
17	Chaise de bureau	Fauteuil VIP	1
18	Chaise bureau	Fauteuil simple	15
19	Chaise métallique	à 3 places	3
20	Table bureau	VIP (marque importé)	1
21	Table bureau ordinaire (importé)		1
22	Table de réunion	GF (en bois) 1m x 2m	2

Produit 2.1.3 Un plan cadastral rural des terres / concessions opérationnelles

Une revue du registre foncier existant au niveau de l'administration foncière a été réalisée entre janvier et février 2019. Cette revue a démontré que le taux de couverture du registre foncier dans le territoire de Beni est de 4%. Ce taux est confirmé par les résultats du Baseline du Consortium qui montraient que seulement environs 6% de la population ont un certificat d'enregistrement.

Cette étude a aussi démontré l'existence d'une faible connaissance de la loi foncière par la population, le cout élevé de l'enregistrement formel des parcelles étant en moyenne à 600\$ pour les parcelles de moins de 10ha (dans la zone rural du territoire de Beni¹), le manque de transparence dans le processus, le manque des matériels adéquats, la faible capacité intellectuelle des personnels de l'Administration Foncière, le manque confiance de la population à l'Administration de Foncière, la faible collaboration et cohabitation entre le système coutumier et le système formel foncier. Tous ces paramètres ont contribué à une paralysie de la gestion foncière en territoire de Beni.

Produit 2.1.4 Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé

Les activités de ce produit sont prévues pour être réalisées en Février 2020.

Produit 2.1.5 Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mise en place

Une étude sur les conflits fonciers a été réalisée de février à avril 2019 dans le territoire de Beni auprès de 19 institutions en charge de résolution de conflits présentes dans le territoire de Beni. Les résultats de l'étude ont démontré que :

1. Il existe une dualité juridique dans la gestion de la terre en territoire de Beni mettant d'un côté les structures étatiques, tel que l'Administration foncière, et de l'autre côté les coutumiers ;
2. L'accès à la terre n'est pas équitable ;
3. Différents types de conflits fonciers ont été identifié à savoir :
 - 3.1 Les conflits individuels (48%) sont les plus souvent rencontrés ;
 - 3.2 Les conflits collectifs (27%) ;
 - 3.3 Les conflits communautaires (25%).

¹ Dans la ville de Beni ce montant varie entre 900-1000 USD.

Les causes principales de ces conflits fonciers sont :

1. Les successions (20%),
2. Le boom démographique (12%),
3. La corruption dans le pouvoir coutumier (12%),
4. Les migrations (8%),
5. Les délimitations officielles des entités administratives (8%),
6. La manque de connaissance et la mauvaise interprétation de la loi foncier (8%),
7. Les ventes illicites des terres (8%),
8. Superposition des titres fonciers (4%),
9. L'insécurité (4%),
10. Le non-renouvellement des contrats (4%),
11. Le non-paiement de l'impôt foncier (4%), et
12. Absence de tribunal de paix dans le territoire (4%)

En ce qui concerne la perception de la population par rapport à l'administration foncière dans le territoire de Beni, l'étude Baseline réalisée par le Consortium auprès de 1.080 ménages dans les zones d'interventions du projet, montre que seulement 35% de la population exprime avoir de la confiance à l'Administration Foncière.

L'étude sur les conflits fonciers ont permis également d'identifier les différents acteurs intervenant dans la résolution des conflits dans le territoire de Beni. Il s'agit des² : autorités locales, les organisations de défense de droit de l'Homme, les CLPD, Kihanda, la CCRCC, la Société Civiles, les Eglises, La Police Nationale Congolaise, le tribunal de Paix (Tripaix), le Sydip, la CCRC, L'Administration Foncière, SOFEPADI, Comité d'Arbitrage, Fédération des Amis de la Terre, Comité Territorial de la Jeunesse³.

Une séance de restitution des résultats de l'étude a été organisée à Beni le 29 mai 2019 avec 17 participants (2 femmes et 15 hommes) dont le Ministre Provincial des Affaires Foncière, l'administrateur du territoire Adjoint, les représentants de la société civile, les confessions religieuses, les coutumiers, etc. Lors cette séance, les CLPDs ont été sélectionnés comme structures avec qui collaborer parmi les 11 identifiés pour conduire les séances de médiation foncière et la vulgarisation de la loi foncière. Le CLPD a été sélectionné vu son niveau d'inclusion et l'incapacité que l'administration foncière a soulevé de collaborer avec une structure non-étatique en matière foncière.

Dans le cadre du renforcement des CLPD dans la coordination des activités fonciers, une étude de viabilité des CLPD et CPDG a été faite pour connaître son existence, gestion, et fonctionnement. L'étude montre que ces structures ont besoin d'être renforcées en capacité à travers des formations et d'être appuyé en dotation pour un bon fonctionnement. De ce fait, UCBC prévoit organiser deux formations pour les membres de CLPD (et CPDG en tant que cellule du niveau groupement), les doter de la loi foncière, les fournitures de bureau, matériels informatiques ainsi que les outils de sensibilisation/mobilisation communautaire.

Résultat 2.2 – L'accès aux marchés, au crédit et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru

Etat



² Aucune des 17 structures citées ne se focalise uniquement sur la résolution des conflits fonciers. Tous se chargent de la résolution des conflits de manière générale.

³ La PNC et le Tribunal de Paix utilisent les mécanismes de la justice pour la résolution des conflits fonciers. Les autres acteurs utilisent les mécanismes de médiation existants dans le territoire de Beni. Selon l'étude, 85% des participants ont mentionné ces acteurs comme ceux intervenant le plus dans la solution des conflits fonciers.

Les conditions de production des associations agricultrices, d'élevage et des pisciculteurs ont été renforcés avec la distribution des premiers kits de dotation pour initiation des activités économiques. Une base de données de bénéficiaires a été conçue ce qui permettra aux Consortium de suivre de près l'évolution de ses conditions économiques pendant la durée du projet.

Le consortium a trouvé des difficultés pour cibler les bénéficiaires de la collectivité de Watalinga vue l'impossibilité d'y accéder. Des discussions avec SSU pour possible changement de site d'intervention a Watalinga est en cours.

Dans le but de renforcer la capacité des jeunes et de leur créer des opportunités de travail une étude de marché a été réalisée. Des jeunes bénéficiaires ainsi comme ses filières professionnelles ont été identifiés.

Une étude de mouvement de population dans le territoire de Beni a été faite. C'est la première fois qu'une étude similaire se fait à Beni. Cette étude a permis au projet de cibler certains villages d'intervention ainsi comme mieux focaliser ses activités.

Dans le cadre du volet Mine du projet, le Consortium a trouvé des difficultés pour identifier un partenaire ayant le profil nécessaire pour exécuter ces activités. Néanmoins, un partenaire de mis en œuvre a été déjà recruté et le plan d'action actualisé. Les activités au terrain du volet Mines débuterons la première semaine de Juillet 2019.

Produit 2.2.1 Les associations agricoles sont opérationnelles

Pour le volet agriculture :

Au total, 23 associations agricoles (sur 25 prévues) ont été identifiées et validées⁴ par les autorités et la communauté dans deux zones prioritaires du projet (Beni Mbau et Rwenzori). Ces associations comptent au total 1.150 membres dont 370 hommes et 780 femmes (*voir tableau 4*). Les associations de la zone de Watalinga n'ont pas encore été identifiées dû au contexte d'insécurité et inaccessibilité dans la zone.

Ces associations bénéficieront des activités de chaînes de valeurs agricoles et des champs écoles paysans, des dotations en intrants agricoles et en renforcement de capacité afin d'accroître leur production agricole, tout en garantissant l'accès au marché et une augmentation de revenu.

23 espaces adéquats pour les jardins et champs communautaires d'une superficie totale de 50 Ha, en raison de 2ha de champs cumul par association, ont été identifiés avec la communauté et le projet Ensemble pour Beni.

23 Règlements municipaux sur les jardins communautaires ont été élaborés au cas par cas avec la communauté et validés par les associations. Ces règlements sont considérés comme des lignes de conduite qui régissent les associations et leurs membres dans les activités des champs communautaires.

En plus, 1.150 champs individuels sont en pleine préparation (défrichage et labour) où seront emblavés les spéculations prévues par le projet en faveur des membres des associations identifiées (bénéficiaires directs). Un total de 50.000 Kgs de semences vivrières a été distribué pour les champs individuels dont 18.750 Kg de RIZ, 18.750 Kg de Haricot et 12.500 Kg de Maïs.

⁴ Les critères de sélection et validation de ces associations sont entre autres : reconnaissance légale (Statut, ROI, Autorisation de fonctionnement), possession de champs (propriété, location ou autres moyens) accessibles ; expérience de base dans le domaine de production végétale (œuvrer dans le secteur agricole), jouir d'une bonne réputation dans la communauté, faire preuve de transparence à travers les outils de gestion disponibles, avoir la confiance de membres, inclusion du genre et des jeunes et des vulnérables.

Pour les champs communautaires, 7.820 Kg de semences vivrières ont été distribuées dont 3.680 Kg de Haricot, 1.380 Kg de Maïs et 2.760 Kg de Riz.

Pour les cultures maraichères, 62,5 Kg de semence ont été distribuées dont 15,625 gr par spéculation (Choux, Aubergine, Amarante et Epinard).

Pour les outils aratoires, 2.523 matériels aratoires ont été distribués dont 1250 Houes, 625 Râteaux, 625 arrosoirs 625 Binettes et 23 Brouettes ont été distribués.

Pour le volet élevage :

Au total, 310 bénéficiaires ont été identifiés dans deux zones d'interventions à savoir Beni Mbau et Ruwenzori (*voir tableau 5*). Les bénéficiaires de Watalinga n'ont pas encore été identifiés à cause de la dégradation actuelle de la situation sécuritaire dans la zone.

Les bénéficiaires du paquet élevage ont été groupés par 4 ménages selon les spéculations choisies (types d'élevage) ainsi que selon leurs proximités. Chaque groupe aura son représentant qui recevra le kit de démarrage. Cette stratégie de regroupement permettra d'assurer un meilleur suivi des activités auprès des bénéficiaires.

Pour le volet pisciculture :

Au total, 336 ménages bénéficiaires ont été identifiés ainsi que des partenaires potentiels pisciculteurs (*voir tableau 6*) selon différents critères : être du milieu, manifester un besoin en pisciculture et d'un site approprié, être un membre crédible de la communauté. Des visites et validations de 9 sites ou seront installés les étangs piscicoles des partenaires ont été réalisées.

TABLEAU 4 - Répartition des associations identifiées et validées ainsi que leurs membres par Village – volet agriculture

Secteur /Chefferie	Groupement	Village	Bénéficiaires	Nombre des membres CEP		
				Total	Hommes	Femmes
Beni- Mbau		Musuku	AFMED	50	24	26
		Mantumbi	Association d'agriculteur C.J.D.R.	50	21	29
		Mbau	Association d'agriculteur A.JE.N.A.C	50	18	32
			C.A.F.P	50	12	38
		Maleki	Coopérative agricole COWAMA	50	19	31
		Upende	Village Pygmée pour pisciculture	50	24	26
	Batangi Bingo	Kalibo	Réseau d'association agricole PAMOJA TUNAENDELEA (PTE)	50	14	36
		Somicare	Réseau d'association agricole APETAMACO	50	5	45
		Kalemi/Kya tsaba	Réseau d'association agricole PAMOJA TUNAENDELEA	50	20	30
		Noguera	Réseau d'association agricole APETAMACO	50	8	42
		Mangango	Réseau d'association agricole PAMOJA TUNAENDELEA	50	19	31
	Baswagha	irango	Réseau d'association agricole	50	15	35

	Madiwe		UAPECO			
Ruwenzori	Bolema	Bulongo	ADEPE	50	18	32
			COFAKA	50	17	33
		Lume	ADELU	50	16	34
		Mutwanga	AVOPE/DEV	50	17	33
			COFAMU	50	6	44
		Mwenda	APADER	50	26	24
	ADD		50	5	45	
	Malambo	Kisima	FOPRADI	50	12	38
		kalembo	CODAP	50	23	27
		Bwerere	AJDRR	50	23	27
		Kasindi	CCDI	50	8	42
TOTAL				1150	370	780

Tableau 5 – Répartition des Bénéficiaires du volet élevage par spéculation et par site

Axe	Groupement	Site	Nombre de Bénéficiaires. Lapins			Nombre Bénéficiaires. Poules		
			Total	H	F	Total	H	F
MANGINA	BATANGI MBAU	MANGANGO	-	-	-	20	3	17
		NOGUERA	10	1	9	10	1	9
		SOMICAR	20	3	17	05	2	3
		KALIBO	20	8	12	-	-	-
OICHA	BATANGI MBAU	MAVIVI	20	7	13	15	4	11
		MBAU	15	4	11	15	5	10
		MANTUMBI	5	2	3	15	10	5
		MALEKI	15	8	7	15	5	10
MUTWANGA	BOLEMA	BULONGO	20	9	11	10	5	5
		MUTWANGA	15	8	12	5	2	3
		MWENDA	15	9	11	15	7	8
		LUME	20	7	13	10	5	5
TOTAL			175	66	109	135	45	90

Tableau 6 – Répartition des Bénéficiaires du volet Pisciculture par site

Chefferie/Secteur	Groupement	Site/Village	Hommes	Femmes	Total
Beni Mbau	Bantangi Mbau	Beka	8	8	16
		Mantumbi	25	10	35
		Upende	13	14	27
Rwenzori	Bolema	Bahatsa	46	2	48
		Mwenda	38	12	50
		Papi	35	15	50
	Malambo	Rugetsi	60	0	60
		Lume	42	8	50
Total			267	69	336

Produit 2.2.2 La chaîne de valeur agricole est mise en place

Quatre grandes composantes agricoles ainsi que leurs spéculations respectives ont été retenues, ensemble avec la communauté, pour le développement des Chaînes de valeurs. Il s'agit des composantes suivantes :

- Composante vivrière : spéculations Haricot, Mais, le Riz et le Chia⁵ (*Salvia Hispanica ssp*) ;
- Composante Maraichère : spéculations Chou, Aubergine, Amarante et Epinard ;
- Composante élevage : spéculations Poule et Lapin ;
- Composante Pisciculture : spéculations Tilapia et Clarias.

Le choix et la sélection de ces composantes, et spéculations ont été motivés par : 1) l'adaptabilité sur le plan agro écologique de ces spéculations dans la zone du projet ; 2) les préférences de celles-ci par les membres des communautés, et 3) la faisabilité du développement de ces chaînes de valeurs en lien avec l'accès au marché.

Produit 2.2.3 Les activités professionnelles des jeunes sont mises en œuvre

Une étude de marché et d'opportunités en faveur des jeunes a été réalisée entre mars et avril 2019 par World Vision sur l'ensemble de la zone du projet⁶. Des focus groups, des entretiens semi-structurés avec les leaders des communautés et un questionnaire adressé aux jeunes et aux responsables des ateliers professionnels (menuiseries, mécanique etc.) ont été utilisés pour la collecte des données.

Les résultats de l'étude ont montré quatre filières économiquement rentables pour les jeunes des trois zones d'intervention du projet : 1) la coupe-couture, 2) la menuiserie, 3) la coiffure (mixte), et 4) la mécanique Moto.

Au total, 429 jeunes (dont 242 filles et 187 garçons) des trois zones prioritaires du projet ont été sélectionnées comme bénéficiaires des activités professionnelles. L'identification de ces jeunes a été faite de manière participative et en collaboration avec la DIVAS (Division des Affaires Sociales), le Service des Genres et Jeunesse, et la société civile. Plusieurs critères ont été retenus pour cet exercice : jeunes victimes de violences sexuelles, jeunes dont l'âge varie de 18 à 35 ans, vivant avec un handicap, jeunes filles vivant dans des maisons de tolérance, jeunes sortis de groupes armés, filles-mère célibataires avec plus de 3 enfants, jeunes déplacés en raison des massacres de 2018 / 2019, jeunes victimes des violences armées, jeunes des rues, jeunes séparés de leurs familles suite à des conflits mal gérés, orphelins des massacres, etc.

TABLEAU STATISTIQUE DES JEUNES IDENTIFIES PAR ZONE PRIORITAIRE – CHOIX PAR FILIERES

⁵ La plante CHIA (*Salvia Hispanica ssp*) est cultivée pour ses graines comestibles. Elles sont reconnues pour leurs bienfaits pour la santé, étant riches en fibres et en acides gras oméga-3, et sont maintenant cultivées commercialement dans plusieurs pays et régions.

⁶ L'étude s'est déroulée sur un ensemble de 10 villages avec un échantillon de 65 jeunes « enquêtés » par village. 52% de femmes (338 jeunes filles) contre 48% de garçons (332) ont été interrogés sur l'ensemble de l'étude. Outre l'enquête directe avec les jeunes, 40 focus groupes ont été organisés avec les membres de la communauté (hommes, femmes, jeunes filles et jeunes garçons) en raison de 4 focus tel que spécifié entre parenthèse dans chaque site. Puis, des entretiens avec les responsables des ateliers et des leaders de la communauté ont eu lieu. C'est l'ensemble des résultats issus de cette méthodologie qui nous ont amené à retenir quatre filières. Celles-ci ouvrent des opportunités des travail à la suite de périodes de formation.

SECTEUR	RUWENZORI								BENI-MBAU								WATALINGA		TOTAL RUWENZORI, BENI-MBAU et WATALINGA				
	BULONGO		MUTWANGA		LUME		LUBIRIHA		MBAU		KYANZABA		MANGINA		MAVIVI		TENAMBORO					KAMANGORO	
	EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF		EFFECTIF					EFFECTIF	
	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	M	F	H	F	TOT GEN
Coupe Couture	4	17	0	26	1	28	2	21	1	12	4	10	0	20	0	16	0	20	8	22	20	192	212
Menuiserie	4	0	7	1	7	0	2	0	7	0	7	0	2	0	6	0	2	0	7	0	51	1	52
Mecanique Moto	8	0	6	0	6	0	11	0	9	0	12	0	7	0	5	0	8	0	17	0	89	0	89
Coiffure	2	2	1	3	1	1	2	1	2	7	1	5	2	8	8	4	3	5	5	13	27	49	76
TOTAL	18	19	14	30	15	29	17	22	19	19	24	15	11	28	19	20	13	25	37	35	187	242	429

Aussi dans le cadre des activités professionnelles des jeunes, une formation des formateurs sur le Youth Ready a été organisée à Goma du 20 au 25 juin 2019. Le Youth Ready (jeunes prêts à la vie et à l'emploi) est une approche qui vise à mettre les jeunes au centre de l'action pour arriver à leur autonomisation, leur réinsertion sociale et capitaliser leurs contributions au développement de la communauté. Sur ce, 30 personnes (Personnel du Consortium et DIVAS) ont participé à cet atelier.

Produit 2.2.4 La qualité des services techniques de l'Etat en charge des mines et autres parties prenantes est améliorée

Le recrutement du partenaire de mise en œuvre des activités minières a pris plus de temps que prévu dû à la difficulté d'identifier un partenaire technique ayant une expertise avérée dans la zone. Un partenaire international a été recruté en Juin 2019 et a commencé les contacts avec différents acteurs du secteur minier et la Monusco. Un plan d'action a été déjà harmonisé avec ce partenaire et les activités de consultations débiteront en juillet 2019 avec d'autres parties prenantes.

Produit 2.2.5 Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'or (exploitation artisanale) est mise en place dans la zone du projet

Le recrutement du partenaire de mise en œuvre des activités minières a pris plus de temps que prévu dû à la difficulté d'identifier un partenaire technique ayant une expertise avérée dans la zone. Un partenaire international a été recruté en Juin 2019 et a commencé les contacts avec différents acteurs du secteur minier et la Monusco. Un plan d'action a été déjà harmonisé avec ce partenaire et les activités de consultations débiteront en juillet 2019 avec d'autres parties prenantes.

Produit 2.2.6 Les AGR sont opérationnelles

Pour le lancement des activités génératrices de revenus (AGR), l'OIM a utilisé son outil de suivi des Mouvements de Populations (DTM – Displacement Tracking Matrix) pour la réalisation d'une étude sur le mouvement de population déplacés et retournés dans le territoire de Béni. Ces données ont permis de cibler les villages d'interventions ainsi que les bénéficiaires.

L'étude a été réalisée dans tout le territoire de Beni du 1 avril au 16 mai 2019, y inclut le secteur de Bashu (non priorisé par le projet)⁷, en collaboration avec l'ONG locale AHADI, le Ministère des Affaires Humanitaires et la Division Provinciale de la Santé (DPS). C'est la première fois que le territoire de Beni bénéficie d'une étude DTM. Les résultats de cette étude profiteront non seulement au Projet Ensemble pour Beni pour mettre en œuvre ses activités, mais aussi à toute la communauté humanitaire présente du territoire de Beni.

Tableau 7 – Résultats Globaux – DTM Beni

Résultats Globaux – DTM – Territoire de Beni		
Années concernées	Nombre de personnes déplacées	Nombre de personnes retournées
Année 2016	29,919	29,837
Année 2017	41,836	80,693
Année 2018	118,543	150,656
Année 2019	85,895	140,324
Grand Total	276,193	401,510

Résultats Globaux – DTM – Territoire de Beni								
Années	Nombre de personnes déplacées				Nombre de personnes retournées			
	Total Personnes Déplacées	Total Femmes	Total Hommes	Enfant moins de 5 ans	Total Personnes Retournées	Total Femmes	Total Hommes	Enfant moins de 5 ans
Année 2016	29,919	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.	29,837	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.	La méthodologie ne collecte pas l'information désagrégée par an.
Année 2017	41,836				80,693			
Année 2018	118,543				150,656			
Année 2019	85,895				140,324			
Grand Total	276,193	109,183	167,010	34,730	401,510	164,910	236,600	38,349
% Total		40%	60%	13%	% Total	41%	59%	10%

Le tableau 7 montre le total 276,193 de personnes déplacées entre 2016 et mai 2019 dans le territoire de Beni. Ces déplacées sont des personnes qui ont quitté leur lieu d'origine et ont migré vers un autre village où s'est passée l'enquête. Contrairement aux retournés (401,510) sont des personnes qui s'étaient déplacés de leur lieu d'origine et qui sont retournés dans leur villages d'origine (où s'est passé l'enquêtes) après, principalement, une amélioration de la condition sécuritaire.

Les six villages les plus affectés par la problématique de déplacement de population ont été sélectionnés comme villages d'interventions de l'OIM (Voir tableaux 8). Les bénéficiaires (population déplacée, retournée et autochtone) des activités ARG mise en œuvre par l'OIM seront identifiés (activité initiée en juillet) dans ces six villages.

Tableau 8 – Résultats par village retenus par le projet et par sexe – DTM Beni

⁷ La méthodologie de la DTM impose la prise en compte des zones de santé comme divisions administratives (et non pas les collectivités). Bashu a dont été inclus dans cet exercice, pour que les données DTM soient complètes et exploitables par nous, mais aussi par d'autres partenaires, dans un souci d'inclusivité.

Chefferie/Secteur	Groupements	Villages	Personnes déplacées internes				Personnes retournées			
			TOTAL Ménages déplacés	TOTAL Hommes déplacés	TOTAL Femmes déplacées	TOTAL Individus déplacés	TOTAL Ménages retournés	TOTAL Hommes retournés	TOTAL Femmes retournées	TOTAL Individus retournés
Beni Mbau	BATANGI MBAU	MBIMBI	700	2300	1200	3500	300	1300	200	1500
Beni Mbau	BASWAGHA MADIWE	MABALAKO II	45	190	35	225	1025	3000	2129	5129
Rwenzori	BASONGORA	KONGO YA SIKA	575	2150	1300	3450	0	0	0	0
Rwenzori	MALAMBO	KILYA	800	2095	1905	4000	900	2900	1600	4500
Rwenzori	BULIKI	KABASHA	40	110	90	200	537	1614	1500	3114
Watalinga	BATALINGA	KILAMBI 2	20	100	60	160	150	900	300	1200

Défis et mesures de mitigation

- **Manque de coopération entre l'administration foncière et les structures privées**

L'Université Chrétienne Bilingue du Congo (UCBC) a constaté que l'Administration Foncière du Territoire de Beni évite de coopérer avec des associations ou des structures privées tel que le centre de résolution des conflits, les églises, le barza communautaire, entre autres, en matière de résolutions de conflits fonciers. Ce qui rend complexe la mise en œuvre des activités au niveau local.

Pourtant ces institutions privées sont présentes dans la communauté depuis bien longtemps, certaines dans elles comme la Sydip est même intervenus dans la médiation du conflit autour du parc de Virunga. L'administration foncière quand a elle réitère que quelle soit la légitimité et l'expérience de ces structures privées en matière de médiation, leurs décisions dans le domaine foncier n'ont pas de valeur juridique. Ce qui rend complexe la mise en œuvre des activités au niveau local. Ce risque est nouveau et a été identifié dans les discussions lors de la restitution des résultats de l'étude de base sur les conflits fonciers auprès des bénéficiaires.

Comme mesure de mitigation, UCBC va travailler directement avec les Comités Locaux de Paix et Développent (CLPD) et les Comité de Paix et Développement au niveau de Groupement (CPDG) qui sont des structures étatiques inclusives regroupant les chefs des secteurs, la société civile, les associations féminines, les associations des jeunes, les églises, les coutumiers. Ces structures offrent également une possibilité d'inclure certains membres non-permanents vu leurs expertises en matière foncière tels que des experts, des agents de l'Administration Foncière (le conservateur des titres immobiliers, le chef de Division du Cadastre et le contentieux), et l'institut Géographique.

- **Situation sécuritaire dans le territoire de Beni**

Tel que mentionné dans les *défis et mesures de mitigation* de l'OS1, la dégradation de la situation sécuritaire reste le défi principal pour la réalisation du projet, surtout à l'Est du territoire de Beni (chefferie de Watalinga et une partie de la collectivité de Rwenzori).

L'insécurité dans la chefferie de Watalinga a spécialement affecté la mise en œuvre des activités AGR de l'OIM et World Vision. L'insécurité a causé de grandes vagues de déplacement de population, ce qui a empêché à l'OIM et World Vision de cibler leurs bénéficiaires directs.

Deux scénarios de solution ont été identifiés : 1) Observer l'évolution de la situation sécuritaire sans réaliser des activités à Watalinga en attendant que le groupement ciblé redevienne accessible. Cette option aura un impact direct sur la durée du projet dans cette zone, ou 2) Envisager la relocalisation des activités vers un autre groupement de Watalinga qui soit accessible. Les discussions sont en cours entre le lead du Consortium et SSU.

Pour UCBC les activités ont été déplacées à Nobili (groupement Bawisa dans le Watalinga) afin de permettre d'avancer avec les activités du volet foncier du projet.

Coordination

Points forts de coordination

Perception d'UCBC :

- La mise en place d'un comité de coordination qui inclut tous les membres du Consortium et qui se réunit mensuellement pour faire l'état de lieu d'avancement des travaux et des recadrages. Un représentant de SSU et STAREC participent aussi dans ces réunions. Là, les aspects stratégiques ainsi comme les défis retrouvés sont discutés et des solutions proposées. Cette espace de coordination a permis aux Membres du consortium de mieux intégrer les différentes actions du projet ainsi comme renforcer la cohésion et coordination entre les membres. La participation de SSU et STAREC a montré être vitale pour faciliter l'implémentation du projet et l'appui nécessaire pour la mise en œuvre au niveau local.
- La conception d'une stratégie de communication ;
- La réalisation d'un atelier des finances, de communication, de M&E, et la présentation du kit d'introduction des PMO ;
- L'existence d'un bureau conjoint du consortium, particulièrement les chargés de projets et les points focaux Suivi & Evaluation qui planifient, coordonnent, et assurent les rapportages d'une façon harmonieuse ;
- L'harmonisation des outils M&E et les indicateurs ISSSS, et le développement des outils M&E internes sur base des indicateurs de la stratégie internationale pour l'appui à la stabilisation et la sécurité (ISSSS).

Perception de World Vision :

- La coordination par le Lead du Consortium se passe bien. Les Gestionnaires de projet de chaque organisation font une réunion mensuelle de coordination pour réviser les progrès réalisés au court de chaque mois, les difficultés encourues et les solutions prises. De manière globale la collaboration entre les partenaires du projet est bonne.

Faiblesses

Perception d'UCBC :

- Absence périodique de point focal Suivi & Evaluation de l'Unité d'Appui à la Stabilisation (MONUSCO) pour l'harmonisation des outils et indicateurs développés par le Consortium.

Perception de World Vision :

- RAS.

Ancrage institutionnel

L'implication des acteurs étatiques (autorités provinciales, territoriales, locales, coutumières), du programme de stabilisation et reconstruction du gouvernement de la RDC (STAREC), de la société civile dans les différentes consultations, les activités de renforcement des capacités, et des espaces de redevabilité a constitué la stratégie principale pour assurer la pérennisation du projet à travers l'ancrage institutionnel.

Questions de genre

- La considération du genre dans les activités menées sur terrain :

Suivant les instructions dans la stratégie Genre du projet et les politiques de SSU, aux moins 30% des bénéficiaires du projet sont de femmes et sont impliquées dans tous les mécanismes de décision et discussion prévus par le projet.

Des sensibilisations sur le genre sont prévues lors de la réalisation des activités du projet. Ces sensibilisations aborderont la notion sur le leadership féminin (un atout à capitaliser aussi bien dans le processus de pacification et du développement des entités en conflit), l'inclusion sociale, les besoins spécifiques liés au genre, entre autres.

Par ailleurs, la difficulté d'atteindre une représentativité équitable d'hommes et des femmes dans les formations et réunions organisés à l'intention des institutions publiques (tel que l'Administration Foncière) reste réel. Pour faire face à cela, le Consortium encourage l'invitation des consultantes, facilitatrices ou modérateurs femmes pour parler de la promotion du genre. Dans chaque formation, un module sur le genre est toujours développé, les évaluations genre conduite au pré et post-test, des dépliants sur l'analyse genre dans le territoire de Beni où des messages de l'équité du genre sont distribués aux participants.

Leçons apprises

Certaines radios communautaires sélectionnés comme partenaires de diffusion des objectifs et résultats d'autres projets présents dans le territoire de Beni ont influencé négativement la mise en œuvre de ces projets en transmettant des messages biaisés aux communautés. Le projet Ensemble pour Beni, avant d'engager des relations avec les radios communautaires du territoire fera une analyse de ses tendances politiques et établira des critères pour sa sélection.

Histoires de succès

UCBC, dans le cadre du projet Ensemble pour Beni, a renouvelé un partenariat avec le gouvernement congolais à travers le Ministère Provincial des Affaires Foncières. Ce partenariat a permis au projet de gagner la confiance des autorités locales, d'utiliser ces autorités pour vulgariser le projet dans leurs entités avant même le lancement officiel ou la tournée des collectivités, de dissuader toute tentative d'intoxication par certains leaders d'opinion et d'identifier des acteurs supplémentaires qui interviennent dans le foncier tel que l'ANR.

c. Objectif Spécifique 3 - OS 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés

L'objectif Spécifique 3 est mis en œuvre par *Search For Common Ground* (SFCG). Pour cette période de rapportage, SFCG s'est concentrée principalement sur le renforcement des capacités des autorités locales sur leurs rôles et responsabilités dans la conception des plans locaux de sécurité.

Résultat 3.1 – Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial afin d'en assurer la durabilité	Etat
	

Dans le but de concevoir des recommandations et appels à l'action des autorités provinciales et nationales en se basant sur les expériences locales, des missions évaluations des structures étatiques locales ont été réalisés. Ces missions ont eu la participation des autorités provinciales qui ont réaffirmé leur appui aux objectifs proposés par le projet. Il faut remarquer, néanmoins, que l'équipe en charge d'Objectif Spécifique 3 a trouvé des difficultés pour réaliser ses activités vue le contexte sécuritaire et politique dans le territoire de Beni. Le fait de ne pas avoir une administration encore définie a affecté négativement le progrès de l'objectif spécifique 3.

Produit 3.1.1 Renforcement des structures au niveau provincial

Des réunions entre SFCG et les animateurs des CLPD et CPAP au niveau provincial (18 et 19 avril) et territorial (sur une base régulière) ont été organisées. Le point focal du CPAP Beni ville et Beni territoire a été accompagné pour effectuer des missions sur le terrain afin de procéder à l'évaluation des structures étatiques dans les entités. Il a été constaté que les nouvelles Entités Territoriales Décentralisée (ETD) installées dans le territoire de Beni (communes de Mangina, Oicha, Lume et Bulongo) ne possèdent pas de CLPD fonctionnelles. Les autorités communales en place ont pour la plupart été informées pour la première fois sur le CLPD et son mandant. Un processus de redynamisation, de mise en place et formation des CLPD pour toutes les ETD a été lancé.

Produit 3.1.2 Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local

Les Termes de référence de l'activité de table ronde provinciale et d'appui au processus de stabilisation à Beni qui impliquera le gouvernement provincial, l'assemblée provinciale, les chefferies, les groupements, la PNC, les FARDC ont été élaborés. Ces termes de références seront soumis aux nouvelles autorités provinciales pour appréciation et validation.

En outre, il est à noter que les structures étatiques au niveau local telles que les CLPD et les communes nouvellement mises en place bénéficient d'un accompagnement insuffisant du niveau provincial. Le suivi et l'accompagnement de la coordination provinciale de la CPAP date de plusieurs mois dans certaines zones ou n'a jamais été effectuée dans plusieurs autres zones. La présence de l'équipe du gouvernement provincial dans les nouvelles entités de Mangina, Oicha, Lume et Bulongo a été une première depuis qu'elles ont acquis le statut de commune. Afin de renforcer la collaboration entre le niveau local et provincial, la coordination provinciale du CPAP et le Ministère Provincial de l'Intérieur sont engagés dans des missions de terrain pour soutenir les efforts des structures étatiques au niveau local et faire en sorte que les efforts et les défis constatés au niveau local soient remontés au niveau provincial pour leur prise en compte dans les priorités du gouvernement provincial.

Résultat 3.2 – Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris, acceptés et mis en œuvre	Etat
	

Des agents de sept ETDs dans la zone prioritaire du projet ont participé des séances de renforcement de capacité où leur connaissance sur leur rôles et responsabilités a été améliorée. Ces séances ont permis aux participants de mieux connaître la structure de l'état congolais, leurs obligations en tant qu'agent de l'état et l'importance de la redevabilité dans le processus de gestion de l'état.

Afin de renforcer le dialogue et la coopération entre les ETD et les citoyens, un plan de dialogue et séances de rapprochement entre les agents de l'état et les communautés a été conçu et sera mis en œuvre dans le deuxième semestre de 2019.

Dans le cadre de la gestion sécuritaire, après consultation dans les sept ETD de la zone d'interventions, les drafts des plans locaux de sécurité ont été conçus et sont actuellement en processus de validation pour les autorités du territoire.

Produit 3.2.1 Les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités

Une équipe de Search For Common Ground (SFCG) accompagnée par le personnel du Ministère Provincial de l'intérieur ont effectué une tournée du 1^{er} juin au 8 juillet 2019 dans la chefferie de Watalinga, dans les secteurs Rwenzori et Beni-Mbau. A cette occasion, l'équipe du Ministère Provincial de l'Intérieur a facilité des séances de formations sur les principes de gestion des ETD et la conduite de l'agent public de la territoriale dans les 7 ETD à savoir : Mangina, Beni Mbau, Oicha, Watalinga, Bulongo, Lume et Rwenzori.

Pour améliorer davantage les connaissances sur leurs rôles et responsabilités, les animateurs des ETD ont été formés sur des règles, normes et principes régissant la gestion et le fonctionnement d'une ETD. En coordination avec l'inspection provinciale de la territoriale, des documents jugés très capitales à l'usage des agents de la territoriale sont mis à la disposition des ETDs. Ces derniers seront maintenant dotés des matériels et fournitures de bureau pour faciliter leur travail.

A l'issue de cette formation, les participants ont acquis une compréhension commune des règles, normes et principes qui régissent la gestion et le fonctionnement d'une ETD. Des sessions thématiques ont porté sur l'état civil, le code et conduite de l'agent public de l'État, la mobilisation financière et économie, ainsi que le développement local.

Au total, 90 personnes composées d'autorités politico administrative et coutumières, des responsables des services Étatiques, des membres du conseil local de sécurité de chaque ETD, des animateurs de la société civile et des représentants des femmes et des jeunes ont participé aux formations sur la gestion des ETD.

Afin d'évaluer les connaissances des participants sur les règles, normes et principes régissant la gestion et le fonctionnement d'une ETD, un test avant et après la formation a été soumis.⁸ Le tableau ci-dessous indique le niveau de connaissance par ETD.

Tableau 9 - Résultat du test de connaissance des ETD

ETD	Niveau de connaissance avant la formation	Niveau de connaissance après la formation
Watalinga	46%	56%
Mangina	38%	41%

⁸ Les mêmes questions ont été posées avant et après le test.

Oicha	43%	51%
Beni Mbau	48%	58%
Lume	41%	52%
Bulongo	42%	55%
Rwenzori	55%	60%

Dans le cadre de l'élaboration des Plans locaux de Paix et de Développement (PLPD). Il a été noté que certaines ETD ont déjà développé leurs plans locaux de paix et de développement, notamment le secteur de Rwenzori, la chefferie de Watalinga et le secteur de Beni Mbau. Ces plans seront révisés et actualisés. Pour les nouvelles ETD telles que les communes d'Oicha, Mangina, Bulongo et Lume, ce processus d'élaboration a été lancé avec l'appui du projet Ensemble pour Beni.

Produit 3.2.2 Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes

Avec chaque ETD (chefferie, secteur et commune), il a été conçu un plan des activités de tribunes d'expression populaires (TEP), des séances des dialogues communautaires, des journées ETD porte ouverte, des émissions radios et tables rondes radiophoniques orientées vers les différentes couches de la population afin de les informer et les mobiliser sur les enjeux de la stabilisation, la gouvernance locale et d'approfondir la discussion interactive entre les autorités et leurs administrés. Les TEP planifiées (sur une base mensuelle à partir d'août 2019) pour être organisées dans chaque entité vont permettre d'aborder les questions de problématiques de la gouvernance locale et d'approfondir la discussion interactive entre les autorités et leurs administrés.

En plus, une analyse de l'espace médiatique a été réalisée et un processus de validation des radios partenaires est en cours.

Les équipes du département média de SFCG ont eu des échanges avec les directeurs des chaînes se trouvant dans la zone prioritaire du programme. Dans ces échanges, il était question d'aborder les questions relatives au partenariat avec les médias dans le cadre de la production des tables rondes radiophoniques. Les experts média ont soulevé la nécessité de travailler avec les radios émettant à partir de la ville de Beni qui ont une large couverture étendue sur une bonne partie du territoire de Beni.

Les activités médias qui informeront la population sur le processus de stabilisation et les progrès enregistrés dans le projet sont en train d'être organisées.

Produit 3.2.3 Les acteurs de sécurité améliorent leur contribution aux mécanismes locaux d'éveil et d'alerte précoce (Early Warning)

Des réunions entre SFCF, la protection civile de Beni et le Ministère Provincial de l'Intérieur ont été réalisées. Pour que la protection civile soit efficace, le gouvernement provincial à travers le Ministère Provincial de l'Intérieur a proposé la mise en place d'un cadre de concertation et d'un mécanisme de communication qui permettra de créer et maintenir une connexion régulière entre la protection locale et la coordination provinciale pour l'efficacité du mécanisme d'alerte précoce.

Ceci démontre non seulement l'implication des acteurs de sécurité dans l'amélioration des mécanismes d'éveil et d'alerte mais aussi leur capacité à coordonner leurs actions avec d'autres entités, un gage d'appropriation du programme.

En plus, des séances d'échanges ont été tenues avec la coordination de la protection civile au niveau local et au niveau provincial. A l'issue de ces échanges, il a été soutenu l'idée de redynamiser et renforcer le mécanisme d'alerte précoce de la protection civile au niveau de la chefferie de Watalinga et des secteurs de Beni-Mbau et Rwenzori.

Pour renforcer ce mécanisme, la protection civile dans son partenariat avec la MONUSCO / Affaires civiles, il est envisagé la mise en place d'une centrale d'alerte au niveau de la ville de Beni pour renforcer la coordination des actions de la protection civile en ville comme en territoire de Beni.

Produit 3.2.4 Des plans locaux de sécurité sont opérationnels

Des séances de formations des Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP) ont été tenues dans les entités territoriales décentralisées de Watalinga, Beni-Mbau, Mangina, Oicha, Lume, Bulongo et Rwenzori sous le lead des experts du Ministère Provincial de l'Intérieur et de l'Inspection de la Territoriale.

Les personnes membres du Conseil local pour la Sécurité de Proximité ont été identifiées au niveau de chaque ETD en se basant sur les prescriptions du décret relatif à la mise en place et fonctionnement des – Conseils locaux pour la sécurité de proximité (CLSP). Une formation a été organisée du 01 au 30 Juin 2019 dans les 7 ETD cibles sur la gestion des ETDs ainsi que sur l'élaboration d'un plan local de sécurité. Ont participé à cette formation, les membres du Conseil local de sécurité de chaque entité, les animateurs de la société civile, les chefs des quartiers et des groupements, les représentants des associations féminines et de la jeunesse.

La gouvernance sécuritaire, l'organisation des diagnostics sécuritaires, l'analyse des menaces et problèmes sécuritaires, l'élaboration du plan local de sécurité ont été des thématiques abordées lors des séances. Il est important de souligner que les CLSP se veulent des cadres de concertation entre les gouvernants et les gouvernés pour chercher des voies de sorties aux problématiques sécuritaires. Avec le CLSP, la sécurité devient un bien commun.

Les premières moutures ou drafts des Plans Locaux de Sécurité (PLS) produites à l'issue d'un processus consultatif et participatif (population, prestataires de sécurité et autorités locales) ont été produites et mis à la disposition de chaque entité. Les PLS produits seront validés au niveau local à travers l'organisation des séances de restitution et de validation élargi à un grand nombre de la population.

Défis et mesures de mitigation

La situation sécuritaire, la persistance de l'épidémie de la maladie à virus d'Ébola dans la zone de Beni renforcé par le contexte politique marqué par le lancement officiel de la campagne électorale et la tenue des élections n'ont pas permis que la planification initiale soit respectée. Le contexte global de Beni très complexe exige une planification souple pour s'adapter aux circonstances du moment. Ainsi, au niveau de SFCG, certaines activités ont été réalisées dans les villes de Beni et Goma où la situation sécuritaire restait favorable. Cette flexibilité devra être maintenue pour assurer la continuité sans relâche des activités du projet en les implémentant dans les zones jugées accessibles.

Coordination

Points forts de coordination

Perception de SFCG :

Des réunions de coordination tenues par le consortium ont permis de renforcer les liens entre Membres du Consortium et de concevoir un plan opérationnel semestriel harmonisé. **Les Membres du Consortium ont participé aux différentes réunions et séances de travail tenues au niveau du consortium et au niveau de chaque Membre, renforçant la cohésion et compréhension des différents piliers et activités de chaque Membre.**

Faiblesses

Perception de SFCG : RAS

Ancrage institutionnel

L'implication des acteurs étatiques (autorités provinciales, territoriales, locales, coutumières), de STAREC, de la société civile dans les différentes consultations, les activités de renforcement des capacités, et des espaces de redevabilité a constitué la stratégie principale pour assurer la pérennisation du projet à travers l'ancrage institutionnel. Ceci permettra aux différents acteurs de s'approprier le Projet tout en garantissant l'ancrage institutionnel afin de pérenniser les activités et résultats du projet.

Questions de genre

SFCG a facilité le processus administratif du recrutement d'un consultant international pour la conception de la Stratégie Genre du Projet. Un accord entre SFCG et World Vision (initialement en charge de cette activité) a été signée pour les aspects administratifs et financiers de ce recrutement.

En plus, dans les différentes activités organisées, Search a porté une attention particulière sur le respect de l'équilibre genre au niveau de CLPD, ETD et CLSP et dans la réalisation de ses activités.

Des rencontres ont été tenues avec les femmes responsables des associations féminines pour qu'elles participent à l'identification des participants aux activités de formation des ETD, CLSP et dans l'élaboration des Plans Locaux de Sécurité. Ces femmes ont été responsabilisées de conduire des travaux en groupe et ont assuré le rapportage de ces travaux. Il faut remarquer que certaines femmes ont refusé, sans une raison claire, d'assumer les tâches et responsabilités leur proposé lors des activités. En plus, il faut aussi remarquer que les femmes demeurent moins nombreuses dans les équipes des dirigeantes des ETD. Les animateurs des ETD ont été recommandés par le facilitateur (l'inspecteur principal de la territoriale) de mettre l'accent sur l'inclusion et la promotion des femmes aux postes de responsabilité au niveau des ETD tel que prescrit par la loi.

Apart ça, en suivant la stratégie genre du Consortium, SFCG a choisi des femmes pour faire partie des équipes des sensibilisateurs du volet restauration de l'autorité de l'état du projet Ensemble pour Beni. Le choix des femmes a été fait sur base de leur expérience et compétence. Des séances de remise à niveau ont été aussi organisées pour améliorer la qualité de travail ainsi comme le renforcement de ses capacités.

Pour inciter les femmes à mieux participer, des groupes des discussions ont été désagrégé par sexe, des groupes composés uniquement des femmes et ceux des hommes ont été constitués lors de l'analyse des problèmes et menaces sécuritaires. Les femmes et les hommes étaient appelés à partager les résultats issus des leurs groupes de discussions lors des restitutions en plénière.

En ce qui concerne les besoins ou priorités spécifiques des femmes, parmi les participantes certaines ont exprimé que le système politique et administratif en général n'est pas inclusif. Un exemple simple donné était que les tenues de services des femmes policières sont conçues à l'image de l'homme ; une femme policière ou militaire enceinte n'a pas une tenue adaptée au changement de son état.

Parmi les défis identifiés lors la réalisation de ces activités se trouvent :

1. La non disponibilité des femmes pour participer aux activités. A la première phase de travail avec les ETD, la plupart des femmes ciblées et invitées n'ont pas été disponibles. Il a été constaté que les heures de démarrage d'activité n'étaient pas favorables aux femmes qui devraient commencer leur travail maraicher tôt le matin. Pour inciter la participation des femmes, le programme des activités a été adapté.
2. Dans le service Etatique, les femmes y sont moins nombreuses. Les ETD ont été encouragés à faire usage des instruments juridiques qui consacrent l'équilibre genre pour inciter l'inclusion des femmes.
3. Les femmes ont indiqué que les espaces d'expression sont considérés comme des espaces qui encouragent les femmes à se rebeller contre leurs us et coutumes. L'équipe du projet a sensibilisé les femmes sur l'importance de sa participation et les a éclaircis le vrai objectif de ses espaces d'expression.
4. Les femmes ont démontré moins d'intérêts sur les thématiques de gouvernance sécuritaire. La sécurité étant considérée comme une affaire des hommes. L'équipe du projet a sensibilisé les femmes sur l'importance de leur participation dans ces espaces de discussions afin de permettre l'inclusion de leurs points de vue et besoins dans les actions et politiques sécuritaires.

Leçons apprises

- SFCG a constaté qu'il serait plus judicieux de collaborer avec la plus haute hiérarchie au sein du CPAP afin d'assurer une meilleure implication de la structure dans le processus de redynamisation et d'appui aux structures locales (CLPD, CPDG et NP).

Histoires de succès

L'appropriation des activités et des objectifs du troisième pilier du programme par les autorités administratives, territorial et provinciales témoigne du rapport de confiance que Search a réussi à développer. Grâce à l'approche de Search, une volonté de mettre en dialogue les différentes parties prenantes a été suscitée au sein de certaines communautés. L'exemple suivant illustre bien cette dynamique.

Un commandant des FARDC de la zone d'Oicha a participé pendant 5 jours (du 23 au 28 juin 2019) aux activités de Search. Lors des différentes rencontres, il a été surpris de la demande de la population et des autorités locales de non seulement impliquer l'armée dans le processus mais aussi de promouvoir des initiatives de rapprochement entre l'armée et la population civile. Ce commandant s'est engagé à mettre au sein de ses unités un comité spécialisé dédié au rapprochement et la collaboration entre la population et les militaires

« Je vais demander au bureau P5 (chargé de relation civil-militaire) de constituer au sein de chaque unité des comités spécialisés pour la sensibilisation des militaires et qui pourraient

*commencer à initier des rencontres entre nous et la population civile sur la cohabitation pacifique et la collaboration entre militaires et population civile. Et nous allons à tout moment recourir et solliciter votre expertise [Search for Common Ground] ».*⁹

⁹ Propos du commandant de la zone d'Oicha.

PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT

2.1 Sur la base des changements qui se sont produits au niveau de chaque composante (produits et résultats dans chaque objectif spécifique), quel type d'impact au niveau de projet vous pensez avoir atteint ?

Malgré le contexte volatile et, de plus, hostile du territoire de Beni, on constate une forte acceptation et engagement des populations bénéficiaires des activités du projet, et une forte implication des autorités locales et provinciales dans la mise en œuvre du projet.

2.2 Sur la base des preuves/données fournies par les indicateurs au niveau des résultats et produits dans chaque composante (objectif spécifique), comment et jusqu'à quel point est-ce que vous estimez que le projet dans son ensemble est en train d'influencer les dynamiques de conflit sur lesquelles il est supposé intervenir ?

Le projet a réalisé plusieurs études sur de diverses dynamiques conflictuelles locales, permettant, tant aux membres du projet, ainsi qu'aux autorités locales et les communautés, de mieux comprendre son contexte et de mieux identifier des solutions pour les conflits ; il a créé des espaces de dialogues inclusives où les différentes couches des communautés devront s'exprimer et trouver à leur niveau des solutions aux problèmes identifiés.

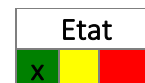
Le projet a initié des activités génératrices de revenus visant, d'un côté, la relance économique de ses bénéficiaires directes, et d'un autre côté influencé sur les dynamiques conflictuelles causées par le chômage dans la zone.

En plus, le projet a initié le renforcement des capacités de différentes structures étatiques permettant une amélioration dans la prestation des services de l'état et de la perception de la communauté envers ces derniers.

PARTIE 3 - ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

En cochant la case dans le tableau à côté, veuillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase (vert plus de 80%), en retard (rouge moins de 60%), ou en décalage (jaune entre 60-80%) avec les allocations budgétaires initialement prévues:



A Juin 2019, les dépenses totales (support + activités) du projet représentent une exécution totale de **40%** (1.354.626,36 USD) face au budget de la première année (\$3.460.290 USD). Face au budget total du projet (7.000.000 USD) ces dépenses représentent **20%**. Des dépenses réalisées, un total de 6% (77.493,69) correspond aux dépenses sensibles au genre.

Conclusion : le budget présente une exécution équilibrée vis-à-vis aux activités réalisées pendant la première année d'exécution du Projet. Suite aux différentes contraintes contextuelles dans le territoire de Beni, la majorité des activités du projet ont dû initier après les élections de Mars 2019 dans le territoire. Ainsi, les dépenses réalisées peuvent être considéré cohérentes avec la mise en œuvre du plan d'action.

Néanmoins, une actualisation du plan d'action (timing d'exécution) est en train d'être réalisé afin de permettre aux Membres du Consortium d'harmoniser les attentes d'exécution technique avec le budget disponible.

3.2 Progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit¹⁰.

Veuillez fournir votre budget détaillé en pièce jointe en le remplissant comme expliqué par le Secrétariat Technique lors de la présentation sur ce modèle de rapport.

Voir Budget en annexe.

3.3 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

¹⁰ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veuillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (*max 300 mots*):

Perception de l'OIM

La coordination interne du projet avec les cinq organisations membres continue à être positive et fluide. Les espaces de coordination conçus dans le consortium pour la révision du progrès et solutions des défis se sont démontrés très pertinents pour la bonne gestion du projet.

Néanmoins, il a été remarqué une faiblesse chez certains membres dans la compréhension de la gestion administrative, M&E et rapportage du projet. Nonobstant les différentes espaces de discussion, réunions et ateliers de mis à niveau réalisés, ce qui est devenu une charge additionnelle au Lead du Consortium dans la gestion générale du projet. Malgré cela, les Membres se montrent toujours ouverts aux discussions et amélioration.

Quant à la coordination avec le point focal de Stabilisation au niveau de Beni, c'est excellent. Le point focal est toujours présent dans les activités du projet et nous donne le support nécessaire pour la bonne gestion du projet.

Un appui en M&E plus fort se fait nécessaire de SSU. Le Consortium trouve des difficultés de traiter la thématique M&E avec l'équipe SSU vu le manque d'un point focal ou section technique de l'Unité de Stabilisation.

Perception de World Vision

Le processus de gestion et de mise en œuvre du projet est transparent. Les 5 organisations partenaires collaborent très bien dans la coordination, le rapportage, les restitutions et planifications que ça soit au niveau du management et même au niveau de la mise en œuvre directe sur terrain. Chaque membre du consortium travaille de manière efficace, transparente et cohérente avec ses partenaires locaux de mise en œuvre.

PARTIE 4 – EVALUATION DU RAPPORT

Fiche d'évaluation du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique

OS	Critères d'évaluation	Evaluation et recommandations	Note
PARTIE 1 – LES PROGRES			
1	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Le consortium est encouragé à communiquer les progrès et à les expliquer clairement, par la fourniture de véritables preuves (« évidences »). Il est déjà noté le progrès suivant: volonté exprimée par les communautés de participer au GDP. Une discussion interne a eu lieu récemment entre les membres du consortium, certains d'entre eux n'ayant pas compris, dans un premier temps, qu'ils étaient liés par l'obligation de produire des preuves (« evidences ») aux Secrétariat technique (ST). Cette obligation, confirmée par le ST, a été relayée par le lead du consortium (OIM).	2,5
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Les preuves doivent être complétées. Il est également demandé au partenaire de mise en œuvre de les communiquer plus systématiquement, et dans une forme synthétique plus claire.	2
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	En raison du contexte humanitaire (éclatement de la crise « Ebola » en août 2018) et de la situation sécuritaire dégradée qui prévalait alors (dernier semestre de 2018), le projet a connu un retard dans le commencement de ses activités opérationnelles. Dans le cadre de la préparation de ces-dites activités, il est à noter que les travaux de Recherche Action Participative (RAP) ont bien été complétées durant le premier semestre de 2019 par Interpeace.	1,5
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, ancrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	En ce qui concerne la dimension du genre, il est impérieux de mieux renseigner sur les rôles spécifiques de la femme dans les activités. Les PMOs ont invités à redoubler d'efforts pour que cette dimension soit prise en compte lors du déroulement des activités de DD. En ce qui concerne l'ancrage institutionnel, bien que le lead du consortium affecte d'impliquer les autorités dans toutes ses activités, il est	2

		demandé aux autres entités du consortium, notamment Interpeace dans cet OS1, d'impliquer plus systématiquement le STAREC.	
2	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Tout comme pour l'OS1 (ci-dessus), il a été demandé aux PMOs membres du consortium d'être plus complets et systématiques dans le partage des preuves de la réalisation de leurs activités. Sous cet OS 2, UCBC parvient à partager de bonnes preuves, mais WV est invité améliorer ceci (avec son partenaire MAVUNO).	2
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Dans le prolongement de ce qui précède, les données utilisées sont pertinentes, mais une amélioration est attendue pour le prochain rapportage.	2,5
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	UCBC, pour la composante foncière, exécute le projet à un rythme soutenu et se trouve relativement en avance, par rapport à ses partenaires OIM et WV. Il est vrai que si le contexte est favorable à la mise en œuvre des activités génératrices de revenus de l'OIM et de WV dans les collectivités de Beni-Mbau et de Ruwenzori, la situation sécuritaire perturbée à Watalinga empêche certaines activités de débiter. Cette question en suspens devra être tranchée très rapidement par le ST et/ou le CAP.	2
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, ancrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	De même que pour l'OS1, il est attendu de la part des PMOs d'apporter plus de soin à l'implication des autorités, notamment du STAREC. Cette considération émise durant le 1 ^{er} semestre 2019 avait déjà été en partie prise en compte à la fin de la période de couverture du présent rapport. Le consortium est encouragé à continuer dans cette voie. De même, la dimension du genre doit rester une préoccupation.	2
3	Les progrès sont clairement expliqués et ils sont supportés par des preuves (« evidence ») qui dérivent aussi des données collectées	Dans cet OS, il est demandé à SFCG de fournir un effort substantiel de communication sur l'avancée de ses activités. Les preuves doivent être plus systématiquement et clairement partagées.	2
	Les données utilisées comme preuve sont pertinentes et de bonne qualité	Quand elles sont partagées, les preuves de SFCG manquent encore d'être pertinentes. Mais ceci est aussi du au	2

		retard des activités. Il est attendu que celles-ci soient de bonne qualité, quand elles seront partagées.	
	L'état d'avancement du projet est comme prévu	Les activités ont débuté avec du retard. Au-delà du retard général dû à la situation humanitaire et sécuritaire de la région de Beni, durant le second semestre de 2018, un retard difficilement justifiable a été constaté dans le déroulé des activités de SFCG. Le ST encourage ce partenaire à redoubler d'efforts pour rattraper un peu du temps perdu. Exception est faite pour la collectivité de Watalinga, où le contexte sécuritaire continue d'empêcher en partie le bon déroulement des activités.	2
	Les éléments contextuels et transversaux (défis, coordination, genre, ancrage institutionnel ; etc) sont traités d'une façon claire et pertinente	De même que pour les OS précédents, il est demandé aux organisations concernées de se soucier de la dimension du genre (en conformité avec la stratégie mise en place en début d'année), compte tenu du caractère très traditionnel de la zone prioritaire. L'ancrage institutionnel est une dimension importante. Bien que les activités, notamment de SFCG, implique de fait les autorités (comme la PNC ou les ETD), une plus grande implication du STAREC est souhaitée.	1,5
PARTIE 2 – PERCEPTIONS D'IMPACT			
1	Les changements au niveau d'impact sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Etant donné que le projet a commencé tard, il est difficile de mesurer son impact à ce stade. En même temps, le STP est satisfait de la mise en œuvre actuelle du projet à ce stade.	2
2	Les changements des dynamiques de conflit sont logiquement déduits sur la base des preuves fournies au niveau des produits et résultats des différentes composantes (objectifs spécifiques).	Etant donné que le projet a commencé tard, il est difficile de mesurer son impact à ce stade. En même temps, le STP est satisfait de la mise en œuvre actuelle du projet à ce stade.	2
PARTIE 3 : ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DU PROCESSUS DE GESTION			
1.	Les dépenses actuelles justifient les progrès envers l'atteinte des produits/résultats escomptés	Avec 28 % dépensé pour les coûts directs liés au programme et 59% pour les dépenses d'appui, il est clair que le consortium dépensera les coûts de soutien avant le coût des programmes. C'est compréhensible et nous connaissons la justification - mais j'aimerais que le responsable (IOM) soit proactif et commence à planifier une modification du budget maintenant avec les autres partenaires - d'autant plus que cela exige	2

		une approbation au niveau du cap/can.	
2.	Les dépenses non-conformes au budget planifié sont justifiées correctement dans la section narrative sur le budget	En général, les dépenses non-conformes au budget sont justifiées	2,5
3.	Le taux de mise en œuvre est au moins de 80% permettant de déclencher la mise à disposition de la prochaine tranche.	Le projet a commencé en retard, mais cela est justifié et bien communiqué.	2
NOTE GLOBALE QUALITÉ DU RAPPORT			34.5/51

Commentaires généraux

1. Après une période difficile, en début de projet, due à la situation humanitaire (Ebola) et sécuritaire dans la région de Beni (second semestre de l'année 2018), il est très encourageant de voir que les activités opérationnelles ont été engagées durant le premier semestre de l'année 2019. Certains éléments du projet « Ensemble pour Beni » doivent accélérer leur mise en œuvre, mais dans l'ensemble, les populations et les autorités locales ont compris que le programme est en oeuvre, ce qui est en soi très positif.
2. Pour assurer un ancrage institutionnel réussi, et bien que les autorités locales aient jusqu'ici, semble-t-il, le sentiment d'avoir été associées aux activités ou aux décisions relatives à celles-ci, il conviendrait de fournir un effort supplémentaire en dehors de Beni, pour impliquer davantage les autorités provinciales et nationales, parmi lesquelles en particulier ceux et celles qui sont originaires de la zone et qui peuvent jouer un rôle politique positif sur la bonne exécution des activités.
3. Ce dernier point pourrait être corrigé à l'occasion d'une prochaine tenue d'un « Comité de Pilotage », obligatoire au regard des règles du FCS, mais qui a tardé à se tenir, du fait de la rotation du personnel politique sur le plan national et provincial depuis les dernières élections présidentielles et législatives.
4. Un effort est demandé aux PMOS de mieux intégrer la dimension du genre dans leurs activités, en conformité avec la stratégie élaborée en début d'année lors d'un atelier, et de ne pas se limiter seulement à compter le nombre de participants masculins et féminins dans les différents forums. Ceci est particulièrement important dans les structures d'appui au Dialogue démocratique.

ANNEXES – CADRE LOGIQUE

(Prière de annexer le fichier ou file excel)

Notes sur le cadre logique (si nécessaire).
A compléter par le partenaire.